

# L'importance sociale du bureau de poste en milieu rural au Canada, 1880–1945

JOHN WILLIS\*

*Le bureau de poste fut au coeur des communautés rurales d'autrefois. Dans cette étude de l'époque qui va de 1880 à 1945, nous explorons le fonctionnement économique du système postal, les priorités et les attitudes des usagers ruraux du système et, enfin, la place du bureau de poste dans la géographie et sociabilité locale.*

*The post office was a central institution in rural Canadian communities of earlier times. In this study of the period between 1880 and 1945, we explore the economic function of the postal system, the priorities and attitudes of those who used it, and finally the significance of the post office in terms of geographic location and as a place of social interaction.*

LE MONDE RURAL a fait l'objet d'importantes recherches dans l'historiographie québécoise et canadienne. Les études démographiques, l'histoire de la famille, la productivité des terroirs, les quatre saisons de la vie rurale, l'avènement des villages dans le Bas-Canada, la contestation politique et sociale, l'histoire du comté de Peel (en Ontario) ou de régions entières (pensons au Saguenay, au Madawaska), le peuplement des Prairies et le développement des pêcheries, notamment à Terre-Neuve, mais également en Gaspésie, voilà autant de sujets qui ont singulièrement enrichi notre connaissance de la population canadienne d'autrefois. Notre propos porte ici sur un seul aspect du monde rural, celui de la communication postale, plus précisément de l'importance sociale du bureau de poste dans les communautés rurales québécoises et canadiennes entre les années 1880 et 1945. Pareil sujet, qui, au fond, relève de l'univers de la communication, est tout sauf banal. L'historien ne saurait rejeter, du revers de la main, un champ d'inves-

\* John Willis est historien au Musée canadien de la poste. Ce texte a fait l'objet d'une communication lors du congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française d'octobre 1994, qui s'est déroulé à Chicoutimi. L'auteur tient à remercier Francine Brousseau, Lorraine Gadoury et Hubert Watelet de leurs observations et de leurs suggestions sur la version préliminaire de ce texte. Il tient également à reconnaître l'excellente collaboration de sa collègue dans toute cette recherche, Chantal Amyot.

tigation qui a pour but final de mieux comprendre cette habilité singulière de l'homme de pouvoir manier la parole écrite et orale dans un contexte interpersonnel comme dans un contexte de communication sociale, comme l'entendent Breton et Proulx, par exemple<sup>1</sup>.

Précisons d'abord les termes de l'étude : nous entendons par communication postale le système formel par lequel des messages écrits, échangés entre deux individus, sont transportés par une tierce partie qui n'est pas nécessairement partie prenante dans le contenu du message. Des systèmes postaux, le monde en connaît depuis les Égyptiens et les Mésopotamiens. Les Grecs avaient leurs messagers et l'empereur romain, son *cursus publicus*. Plus tard, ce fut au tour des puissances occidentales telles que la France et l'Angleterre d'introduire un service postal, sorte de projection de l'État royal, au XVI<sup>e</sup> siècle. Le Canada a donc hérité d'une tradition postale bien ancrée dans les moeurs de l'Occident.

La poste est bien plus qu'un appareil d'État, bien plus qu'un porteur de paroles exclusivement orienté vers le transport des messages. Il s'agit d'une expérience vécue par les utilisateurs eux-mêmes, qui, tout en utilisant le service, lui confèrent certains attributs. Ces attributs, cette pratique postale, existent parfois en accord avec les normes postales établies par l'État, parfois en dépit d'elles. La récente étude de Jane Harrison met en évidence toutes les stratégies auxquelles se livrent les correspondants de part et d'autre de l'Atlantique afin que leurs messages arrivent à bon port, autant durant le régime français que durant le régime anglais qui lui succède<sup>2</sup>. Peu importe l'époque de notre histoire postale, les gens ont toujours investi beaucoup de temps, et combien d'espoir, dans l'accomplissement de leurs devoirs postaux.

Pour l'époque qui va de 1880 à 1945, une étude de communication postale devrait ouvrir la porte à une meilleure connaissance de la culture écrite, notamment celle qui voyage par la poste. L'historien pourrait se demander ce que les gens aiment raconter par écrit et ce qu'ils aiment lire. L'étude de Jean de Bonville nous rappelle, quant à elle, combien il est impossible de faire l'histoire de la presse à cette époque sans tenir compte du service postal<sup>3</sup>. Rappelons que le téléphone est un luxe rare dans la plupart des ménages ruraux de cette époque; si on voulait communiquer avec ses proches, il fallait le faire par écrit ou verbalement. Quelles furent les vraies stratégies de communication utilisées autrefois? Quand fallait-il parler et quand fallait-il communiquer par écrit? Voilà donc posé le difficile

1 P. Breton et S. Proulx, *L'explosion de la communication. La naissance d'une nouvelle idéologie*, Montréal, Boréal, 1989, p. 10.

2 Jane Harrison, *Until Next Year: Letter-writing and the Mails in the Canadas, 1640-1830*, Hull et Waterloo, co-édition du Musée national de la poste et de la Wilfrid Laurier University Press, 1997.

3 Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 21-23.

problème du rapport entre le monde de l'écrit et la culture orale de nos ancêtres. Notre secteur de recherche ne manque donc pas de potentiel. Le cadre limité de cette note de recherche nous interdit cependant d'explorer davantage l'ensemble de la problématique postale, si vaste et si captivante soit-elle. Nous nous contenterons ici d'un premier exercice qui, nous le souhaitons, réussira à convaincre nombre de nos collègues de s'intéresser davantage à l'histoire de la communication postale.

Le bureau de poste fut au coeur des communautés rurales d'autrefois. Notre interprétation des limites du social, mentionné dans le titre, est fort souple : il sera donc question du fonctionnement économique du système postal, des priorités et des attitudes telles qu'elles s'expriment dans des documents de nature revendicatrice, des requêtes d'accessibilité et de sociabilité. Nous essaierons également d'ouvrir une fenêtre sur le monde du maître de poste, acteur clé de tout le système postal en milieu rural. Somme toute, nous chercherons à établir que le système postal était bien plus qu'un simple rouage de l'État. Il s'agissait d'un processus de communication dans lequel les usagers et le gouvernement investissaient, parfois pour les mêmes raisons, et parfois pour des raisons contradictoires. Faute de temps et d'espace, la dimension politique sera absente de la présente interprétation<sup>4</sup>.

Puisqu'il s'agit d'une première incursion sur un territoire à la fois complexe et immense, nous croyons qu'une brève mise au point sur les sources qui constituent le fondement de notre enquête s'impose. L'histoire postale de toute la portion rurale du Canada est un espace de recherche très vaste et trop considérable pour les capacités d'un seul historien. Il est en effet impossible de pouvoir tout apprendre sur chacune des communautés rurales du Canada au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Il a donc fallu faire des choix. Confronté à pareil dilemme, le chercheur doit habituellement choisir entre deux stratégies : s'en tenir à des généralités, à des tendances affectant l'ensemble d'une nation ou d'une région ou étudier en profondeur un seul endroit. Nous avons voulu être différents en choisissant d'étudier les deux niveaux à la fois, bien que de manière partielle.

Dans le cadre du plus vaste effort de recherche que sous-tend le présent article, nous nous sommes efforcés de chercher un certain équilibre entre la perspective locale et la perspective générale. Il nous a paru nécessaire de

4 À ce sujet, le chercheur intéressé consultera le Fonds Alexander Campbell (F23) des Archives provinciales de l'Ontario. Campbell fut ministre des Postes à plusieurs reprises dans des gouvernements conservateurs. Il fut également l'un des principaux organisateurs politiques de Sir John A. Macdonald. Le fonds documente en plusieurs endroits l'intervention des députés dans le fonctionnement du service postal, jusqu'à la sélection des simples commis des grands bureaux de poste, tels ceux de Toronto et de Montréal. Je tiens à remercier Martin Paquet de sa collaboration dans la consultation de cette source. Sur la carrière politique d'un autre ministre des postes, voir D. Goulet, « Louis-Philippe Pelletier : un exemple du douloureux mariage du mouvement nationaliste et du parti Conservateur fédéral, 1911-1914 », maîtrise (histoire), Université Laval, 1991, entre autres p. 100-116.

procéder de la sorte, car nous savons que certains phénomènes se révèlent mieux à différentes échelles d'analyse. Si on cherche à faire un premier tour de la question assez complet, il faut donc procéder à des incursions sur plusieurs échelles d'analyse à la fois. Il s'agit d'un mot d'ordre et d'une précaution méthodologique fort répandus chez les géographes depuis plusieurs années, précaution que, nous rappelle Kulikoff, les historiens n'ont pas toujours prise<sup>5</sup>.

Pour les fins de la présente recherche, notre perspective générale et nationale du système postal en milieu rural est surtout le fruit d'une consultation des estimations et devis de construction (*estimates and building specifications*) conservés dans le fonds des archives du ministère des Travaux publics (RG11) aux Archives nationales du Canada et du dépouillement d'une partie de la série C des archives du ministère des Postes (RG3). À l'aide d'un excellent instrument de recherche, nous avons pu dépouiller les dossiers portant sur des questions susceptibles d'affecter l'ensemble du pays : le courrier rural, la caisse d'épargne et les colis, par exemple. La perspective globale fut complétée par le dépouillement du *Canadian Postmaster*, mensuel du syndicat de l'Association canadienne des maîtres de poste pour la période allant de 1927 à 1939 et, enfin, du rapport annuel du ministère des Postes à partir des années 1880. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une publication annuelle comportant d'intéressantes séries statistiques et un résumé fort utile des événements jugés significatifs au sein du ministère au cours de l'année financière en question.

Afin de bien saisir la sphère locale du fonctionnement du système postal rural, nous avons étudié un certain nombre de communautés cibles à partir de la série D-3 des archives du ministère des Postes (RG3). Cette série comporte de brefs rapports officiels d'inspecteurs postaux, des requêtes émanant des citoyens et parfois des enquêtes complètes sur un seul sujet ou sur un maître de poste. Ces documents peuvent être regroupés par localité à l'aide d'un instrument de recherche. Nous avons choisi au total sept endroits cibles, pour lesquels nous avons tenté de mieux comprendre le « destin postal ». Il s'agit de Cumberland, Union Bay et Greenwood, en Colombie-Britannique, de Saint-Thomas-de-Pierreville, Saint-François-du-Lac et Val-Morin-Station, au Québec, et de South Nelson, près de Newcastle au Nouveau-Brunswick. Parfois, nous avons porté notre regard sur le document ou la localité suivant ou précédant l'une ou l'autre des cibles dans la bobine microfilmée; dans ce dernier cas, c'est l'instinct et la chance qui ont mené le chercheur plutôt que la science!

La recherche archivistique fut alimentée par une série d'entrevues réalisées auprès de 25 anciens maîtres et maîtresses de poste, réalisées et analysées par nos collègues de travail du Musée national de la poste. La réparti-

5 A. Kulikoff, « Historical Geographers and Social History: A Review Essay », *Historical Methods Newsletter*, vol. 6, 1973, p. 122-128.

tion géographique des interviewés se lit comme suit : huit pour le Québec, sept pour la Saskatchewan, quatre pour Terre-Neuve, trois pour l'Alberta, deux pour l'Ontario et un pour la Colombie-Britannique. Ces témoignages nous renseignent tant sur les particularités locales que sur les normes nationales qui façonnent la pratique postale des populations rurales, d'où la richesse de ce type de source. Notre consultation toute préliminaire du fonds Grenier à l'Université Laval nous a permis de percer davantage le monde du maître de poste en nous révélant un acteur syndical assez combatif.

Enfin, nous avons consulté bon nombre de fonds photographiques d'un peu partout au Canada. Ces fonds nous ont permis de mieux comprendre le paysage rural dont le bureau de poste fait partie ainsi que les objets et meubles qui, ensemble, constituent l'environnement matériel du maître de poste.

La dispersion géographique de nos informateurs et de nos cibles nous amènera à sauter d'une partie du pays à l'autre. C'est le prix qu'on doit payer lorsqu'on aborde simultanément plusieurs communautés cibles afin d'enrichir la perspective d'ensemble. Notre approche est loin d'être parfaite. Sans doute le jumelage de perspectives nationales et locales peut-il à première vue porter à confusion. Il faudrait aussi mieux saisir la vraie portée des tendances générales, grâce à une quantification des recettes postales et de l'évolution du nombre et de l'emplacement des bureaux de poste et à une meilleure connaissance des grandes décisions provenant des autorités ministérielles d'Ottawa. En même temps, tout chercheur désireux de bien connaître un milieu rural quel qu'il soit, ne serait-ce que sous la seule rubrique de la communication postale, doit nécessairement s'immiscer dans les rapports les plus intimes d'une collectivité rurale qui s'expriment d'ordinaire à l'échelle locale. De toute manière, nous sommes et serons toujours partisans d'une histoire que certains appelleront anecdotique. Pour nous, pour qu'elle soit valable, la démarche historique doit dégager une certaine odeur humaine même si cette odeur n'est pas toujours agréable, même si notre premier instinct scientifique est de la refouler<sup>6</sup>.

### **La mise en place du service postal en milieu rural**

Le service postal canadien fut créé officiellement en 1867, bien qu'on pût déjà compter sur deux siècles d'expérimentation et de rodage de systèmes postaux en Amérique du Nord. Autour de 1900, le siège social du ministère des Postes à Ottawa emploie environ 2 000 personnes : ce sont les employés du « Service intérieur ». Le « Service extérieur » est composé, quant à lui, d'inspecteurs divisionnaires, de maîtres de poste urbains et de leurs commis

<sup>6</sup> Le débat pour ou contre l'anecdote comme manière de faire passer le message historique fait rage depuis plusieurs années. Nous nous bornerons à dire que, dans le cadre muséal, il est très difficile de faire abstraction de l'anecdote; notre public veut apprendre des choses, mais pas comme s'il était assis sur un banc à la Sorbonne.

ainsi que des commis ambulants travaillant à bord des trains. À cette époque, le Canada est divisé en quinze divisions postales. À la tête de chaque division, on trouve un inspecteur, soutenu par un certain nombre de commis et de secrétaires; l'inspecteur est le représentant du ministère sur le terrain.

Le bas de la pyramide postale est occupé par l'ensemble des maîtres de poste ruraux. On en compte 19 000 en 1911, dont bon nombre sont des femmes. Ce ne sont pas des fonctionnaires au même titre que les employés des services externes et internes et ils ne bénéficient pas des mêmes privilèges que les autres. Il s'agit en fait d'un groupe singulièrement vulnérable aux exigences ministérielles et aux compressions des dépenses décrétées par le gouvernement. Ces personnes ne sont pourtant pas dépourvues de moyens de combat, puisqu'elles sont regroupées en syndicat national depuis 1902. Leur association publie un journal, *The Canadian Postmaster*, où sont relatés les problèmes caractéristiques du métier et où sont articulées des solutions<sup>7</sup>.

L'épine dorsale du système postal en milieu rural est le chemin de fer ou, devrions-nous dire, la poste ferroviaire<sup>8</sup>. Le service est particulièrement bien adapté au pays, compte tenu des vastes distances à parcourir. L'impact du service postal ferroviaire est double. D'une part, il élargit le territoire postal desservi par la poste. D'autre part, à long terme, il contribue à l'intensification des échanges de courrier au sein des territoires desservis.

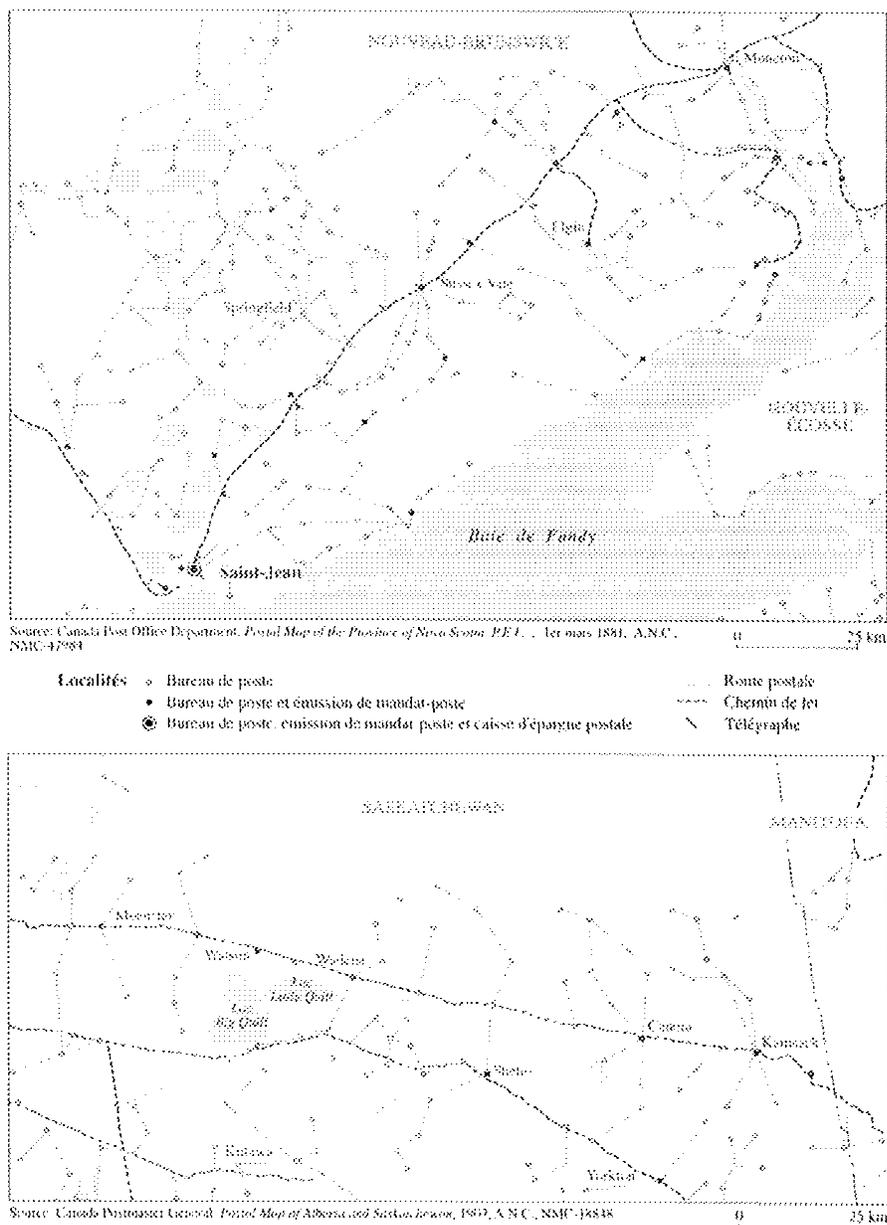
En termes géographiques, on peut décrire le service postal comme suit : l'artère principale du service postal suit le tracé des chemins de fer<sup>9</sup>. À l'extérieur de la plaine montréalaise et du Sud-Ouest de l'Ontario, ce tracé est habituellement linéaire. Le long de la ligne, on trouve les gares et villages abritant un bureau de poste, qui reçoivent et échangent le courrier pour eux-mêmes et pour les bureaux de poste situés en retrait de la ligne ferroviaire. S'il n'est pas distribué sur les lieux, le courrier est ensuite transporté par l'entrepreneur au prochain bureau de poste.

Les atlas postaux nous montrent des rangées de bureaux de poste perchés sur la ligne ferroviaire comme autant d'oiseaux sur un fil électrique. De chacun de ces points part une série de routes postales en direction nord ou sud. Là où la population est dispersée, dans les provinces de l'Ouest par exemple, les routes et le chemin de fer forment ensemble un dessin assez simple. Là où la population est plus dense, il se dessine des configurations

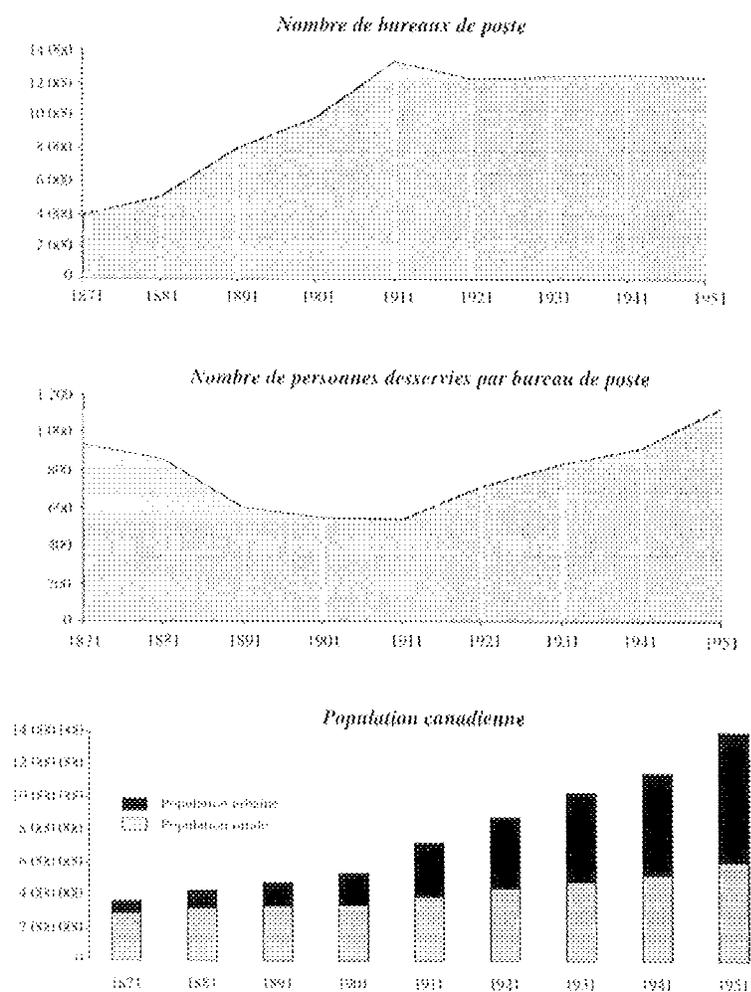
7 On peut trouver une série presque complète du *Postmaster* au siège social du syndicat à Ottawa.

8 Voir Susan McLeod O'Reilly, *À fond de train. Le service postal ferroviaire au Canada*, Hull, Musée national de la Poste/Musée canadien des civilisations/Société canadienne des postes, 1992. La poste ferroviaire est un service qui consiste à transporter le courrier d'un endroit à l'autre et à effectuer le tri en même temps. Le travail est fait à bord de voitures postales, par une équipe de commis ambulants qui trie le courrier tout en recevant ou en déposant du courrier à chacune des gares le long du trajet.

9 Afin qu'il puisse s'appliquer aux régions côtières du Canada, le long de l'Atlantique comme du Pacifique, ce résumé du système postal rural devrait être nuancé.



**Figure 1** Les routes postales et les bureaux de poste dans les Maritimes et en Saskatchewan. Ces cartes nous présentent deux paysages différents. On distingue d'une part la géographie plus linéaire de la distribution des routes postales et des bureaux de poste en Saskatchewan (1907). D'autre part, on voit un réseau plus complexe, plus serré de routes et de bureaux de poste dans le sud et le sud-est du Nouveau-Brunswick, entre Saint-Jean et Moncton (1881).



Sources: Recensements du Canada; rapports annuels du ministère des Postes.

**Figure 2** Les bureaux de poste et la population canadienne, 1871–1951. Outre la montée en flèche des bureaux de poste de 1871 et son plafonnement après 1911, ces graphiques illustrent deux tendances : l'augmentation de la population moyenne desservie par chaque bureau de poste et la part croissante de la portion urbaine au sein de la population totale canadienne. On semble assister à une concentration des activités postales qui se traduit par une diminution des centres de services, lesquels desservent de plus en plus une population urbaine en croissance.

plus complexes, plus élaborées, comme le long de l'Intercolonial au Nouveau-Brunswick, entre Shediac/Pointe-du-Chêne et Saint-Jean, en passant par Moncton, Petitcodiac et Sussexvale; les routes rayonnent alors à partir de quelques-unes des principales gares (voir figure 1).

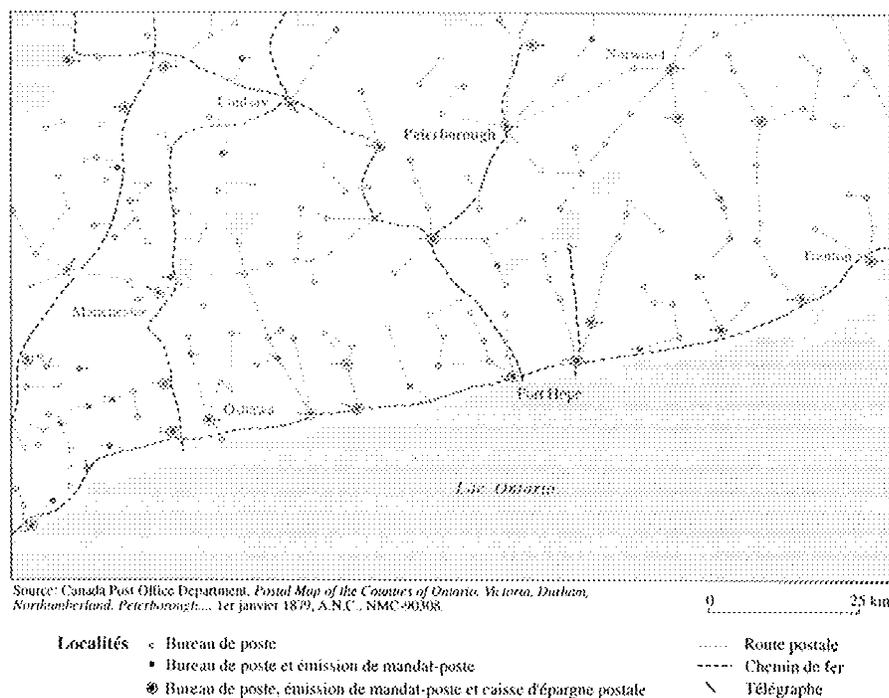
Le dernier jalon du système postal en milieu rural, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, est le petit bureau de poste de rang ou de village. C'est là que la population se rend pour prendre son courrier puisqu'il n'existe pas de service de livraison à domicile avant 1908. À partir de cette date, on crée des routes pour la livraison rurale qui partent du bureau de poste et permettent de livrer le courrier aux boîtes aux lettres situées le long du chemin vis-à-vis de la ferme. L'incidence du service de la livraison à domicile n'est pas négligeable. En effet, la courbe de croissance des bureaux de poste plafonne après 1911; on assiste alors à une première vague de fermeture de bureaux de poste, répartie sur les deux ou trois décennies suivantes<sup>10</sup> (voir figure 2).

Au sein de ce système, on peut parler d'une hiérarchie de fonctionnement. Au sommet règnent les bureaux de postes plus importants situés tout près d'un axe ferroviaire. En Ontario, les bureaux de poste comptables, ceux qui offrent des services tels que le mandat de poste et la caisse d'épargne postale, se situent habituellement à proximité de la ligne ferroviaire. Ces mêmes bureaux ont déjà la responsabilité de trier la poste pour les autres bureaux (voir figure 3). Au pied de l'échelle postale en milieu rural, on trouve le petit bureau de poste offrant une gamme restreinte de services (pas de mandat de poste et pas de comptoir d'épargne postale) à peut-être une trentaine ou une quarantaine de clients.

Le tracé du chemin de fer semble définir les conditions de la centralité géographique au sein du système postal et peut-être dans l'ensemble de la société rurale. La thèse de Philippe Garvie démontre clairement en quoi le chemin de fer fut un instrument capital dans la polarisation d'un arrière-pays autour d'un seul centre urbain, permettant par exemple à la ville de Moncton de devenir la vraie capitale du Nouveau-Brunswick sur le plan de la circulation des informations et du flux des communications<sup>11</sup>. Située à l'intersection des deux principales lignes ferroviaires de la province, Moncton connaît une activité postale des plus intenses grâce à ses excellentes

10 L'histoire du service de livraison à domicile en milieu rural n'a pas encore été écrite. L'introduction de ce service est le résultat d'une promesse électorale des libéraux de Laurier, que reprend à son compte le gouvernement conservateur de Borden. Osborne et Pike concluent que le service a réduit le contact social (« face to face interaction ») au bureau de poste. Il nous manque cependant une étude approfondie, chiffres et cartes à l'appui, de l'extension du service, faute de quoi nous ne pouvons infirmer ni confirmer leur hypothèse. Voir B. S. Osborne et R. M. Pike, « The Postal Service and Canadian Postal History, Part 2: The Locational Decision », *Postal History Society of Canada Journal*, n° 41, 1985, p. 14. Voir aussi George Wilcox, *History of Rural Mail in Canada*, Ottawa, Société canadienne des Postes, Affaires publiques, 1975. (Il s'agit d'un manuscrit datant de la fin des années 1910 comportant des extraits de lettres et de journaux de la période 1906–1908. M. Wilcox a milité en faveur du service de livraison rurale durant de nombreuses années.) Voir également I. Lee, « The Canadian Postal System: Origins, Growth and Decay of the State Postal Function, 1765–1981 », mémoire de doctorat, Carleton University, 1989, p. 217; Goulet, « Louis-Philippe Pelletier », p. 104–105.

11 Philippe Garvie, « Le réseau postal et son rôle dans l'articulation du système urbain au Nouveau-Brunswick entre 1870 et 1910 », mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1993, p. 81–93.



**Figure 3** Les routes postales et des bureaux de poste en Ontario. Cette interprétation d'une carte de 1879 nous permet de visualiser la hiérarchie des bureaux de poste dans les environs de Peterborough (Ontario). Les bureaux les plus importants, pourvus d'une caisse d'épargne postale, tels que Peterborough, Lindsay, Port Henry et Manchester, sont pour la plupart situés le long d'un chemin de fer. Le télégraphe est bien visible dans cette cartographie, ce qui témoigne de son importance dans la gestion quotidienne de la banque postale. Il est possible que l'accès au télégraphe, tout comme l'accès aux chemins de fer, ait été un critère militant en faveur de la sélection d'un lieu propice à l'établissement d'une caisse d'épargne postale.

connexions ferroviaires. L'auteur nous rappelle que ce ne fut pas par accident que la société Eaton décida, en 1908, d'y installer un bureau régional afin d'organiser la vente de marchandises par catalogue pour l'ensemble des Maritimes. De façon plus générale, on pourrait même parler de la tyrannie du chemin de fer. Dans l'Ouest, au début du présent siècle, tout le village de Millford, au Manitoba — on parle d'une douzaine d'établissements dont le bureau de poste bien entendu — déménage ses pénates à Glenboro, car c'est par là que passe le train<sup>12</sup>. Hors de la voie ferrée, point de salut?

Voilà donc, brièvement esquissé, le système postal rural entre 1880 et 1945. Il s'agit en quelque sorte d'un minimum à partir duquel les ruraux définissent leurs attentes quant au fonctionnement du service.

12 G. Friesen, *The Canadian Prairies: A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 323.

### L'argent par la poste

Le train domine le paysage rural qu'il traverse. Mais il y a des endroits où il ne s'arrête pas. Lorsque c'est le cas, le commis ambulant lance un sac de courrier sur la plateforme de la gare et attrape le sac de courrier sortant, qui est suspendu à un poteau nommé happe-dépêches (*catchpost*). Parfois, les agents de la gare s'occupent eux-mêmes de l'échange du courrier. C'est ce qu'on fait en 1880 à Chemin-du-Lac, concession non loin de Rivière-du-Loup, où il passe deux trains postaux par jour le long de l'Intercolonial. Les gens de Chemin-du-Lac peuvent acheminer leurs missives par l'intermédiaire de l'entrepreneur (postillon), qui transporte le courrier entre le Portage et Rivière-du-Loup et passe non loin de leur bout de rang. En 1880, cependant, le ministère des Postes décide de faire circuler le courrier par un autre chemin. Les citoyens de Chemin-du-Lac réagissent à cette décision au moyen d'une pétition de 101 noms; la presque totalité ne sachant pas signer, ce sont surtout des marques que l'on trouve au bas de la feuille. Privés de leur postillon-messenger, les cultivateurs sont obligés d'aller jusqu'au village de Notre-Dame-du-Portage afin de recueillir leur courrier. Il y a toute une côte à descendre et, donc, à remonter, afin de s'y rendre. Selon la requête, les gens « n'ont [...] occasion d'y aller que le dimanche lorsqu'ils vont à l'église »<sup>13</sup>. Une fois par semaine, le dimanche, ce n'est pas assez. Bref, il leur faut un bureau de poste non loin de chez eux. Un bureau de poste pour une clientèle apparemment analphabète : n'est-ce pas étonnant?

Pas tout à fait. On peut être illettré et avoir quand même recours aux services postaux, notamment lorsqu'il s'agit d'argent. Un texte, provenant du *Courrier de Saint-Hyacinthe* et reproduit récemment dans le *Bulletin de la Société d'histoire postale du Québec*, raconte l'histoire d'une dame de Saint-Césaire qui attend une somme de 80 \$ de son mari vivant temporairement aux États-Unis<sup>14</sup>. Parce qu'elle ne sait pas lire les lettres que son mari lui envoie, elle s'attend à recevoir son argent par la poste, alors que, dans les faits, il l'a envoyé par l'Express (messenger privée). C'est d'ailleurs le maître de poste de Saint-Césaire qui va le lui expliquer.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on a l'habitude d'envoyer par la poste de l'argent à ses proches, à ses parents ou à ses créanciers. Un document rédigé à Saint-Paulin-de-Maskinongé vers 1880 nous apprend d'ailleurs que :

depuis deux ans près de la moitié des travailleurs et près d'un quart des cultivateurs et bon nombres d'artisans de cette paroisse sont allés aux États-Unis et dans l'Ontario pour travailler, et qu'ils envoient l'argent qu'ils gagnent

13 Archives nationales du Canada (ANC), Archives du ministère des Postes, RG3, D-3, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de Québec, bobine T-2400, vol. 131, 1880-537, le 31 mars 1880.

14 *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 18 janvier 1862, reproduit dans le *Bulletin de la Société d'histoire postale du Québec*, n° 51, avril-mai-juin 1994.

à leurs familles et à leurs créanciers par mandats sur la poste ou par l'express<sup>15</sup>.

Le problème, à Saint-Paulin, c'est que le bureau de poste n'est pas un bureau comptable, c'est-à-dire qu'il n'est pas autorisé à émettre des mandats de poste. Il y a donc des pertes : perte de temps pour les habitants de Maskinongé, qui doivent aller chercher leurs mandats chez le maître de poste ou au bureau de l'Express à Louiseville à 20 kilomètres, et perte d'argent pour les correspondants, qui, à défaut d'installations appropriées, doivent envoyer de l'argent comptant à Saint-Paulin. On raconte que Félix Lafond de Manchester, au New Hampshire, a perdu 22 \$ dans deux envois séparés en direction de Maskinongé<sup>16</sup>.

Tout le monde, semble-t-il, envoie de l'argent comptant par la poste. Les statistiques du rapport annuel pour les lettres égarées contenant de l'argent pourraient constituer une excellente manière de quantifier ce phénomène. Le rapport de 1887 fait état de 477 cas de lettres d'où l'argent aurait disparu quelque part entre le point de départ et le point d'arrivée. Les banques utilisent le service, tout comme les commerçants et les gens ordinaires. Lorsqu'ils ont accès à un service de mandat de poste, les employeurs eux-mêmes peuvent payer leurs travailleurs par la poste. Ainsi, le bureau de poste du bout de la ligne, qui suit la construction du Canadien Pacifique au cours des années 1880, a émis des milliers de dollars en mandat de poste en faveur des ouvriers et bâtisseurs du transcontinental<sup>17</sup>.

### **Le service postal revendiqué**

La poste dessert tout le monde, lettrés comme illettrés. Évidemment, la poste est particulièrement importante pour les gens qui aiment acheter comme pour les gens qui aiment lire. Les achats par catalogue arrivent par la poste. Le journal aussi, qu'il s'agisse d'un quotidien ou d'un hebdomadaire. Bref, on ne saurait tolérer des retards, compte tenu de l'importance accordée à ce qui voyage par la poste.

Le révérend Louis Poitras a attendu son courrier pendant deux heures et demie au cours d'une soirée d'été de 1897. Ils étaient plus d'une centaine de personnes à attendre avec lui devant le bureau de poste de Nelson, en Colombie-Britannique. « C'est une vraie tyrannie », écrit Poitras, furieux, dans une lettre au ministre :

Depuis 19 mois que je suis ici dans Nelson [...] nous avons toujours eux [*sic*] nos lettres et nos papiers (journaux) une demi heure après l'arrivée des trains,

15 ANC, RG3, D-3, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de Trois-Rivières, bobine T-2277, 1879-1881/9, J. M. Bayeur à l'inspecteur, le 21 novembre 1879. Requête de la même date.

16 *Ibid.*

17 McLeod-O'Reilly, *À fonds de train*, p. 27.

pourquoi n'aurions-nous pas la même justice aujourd'hui [...] c'est absolument nécessaire d'avoir nos malles le soir pour pouvoir répondre immédiatement aux lettres pressées avant la partance des trains le lendemain matin<sup>18</sup>.

Le bureau de poste est perçu par les contemporains du XIX<sup>e</sup> siècle comme une nécessité. Il répond à des besoins concrets ressentis par la communauté locale. L'établissement d'un nouveau bureau de poste revient en bonne partie aux ruraux eux-mêmes, qui rédigent leurs requêtes sous forme de pétitions à l'intention des autorités postales. Dans le scénario qui se dégage de ces textes, le bureau de poste est appelé à chapeauter un processus de développement socio-économique. C'est comme s'il devenait inévitable, presque normal, pour une communauté d'obtenir son bureau de poste quand elle accède à un certain niveau de développement. Le langage de ces requêtes nous renseigne autant sur la vision qu'ont les ruraux de leur communauté que sur la socio-économie du milieu rural de l'époque.

Commençons par les petites agglomérations. Les citoyens de Joyceville, dans l'Est de l'Ontario, ont revendiqué un bureau de poste pour leur communauté dans les termes suivants : les citoyens des environs du village ont l'habitude de se déplacer à Joyceville, soit pour voter, soit pour fréquenter la foire agricole; on trouve déjà quelques magasins au village; les députés et conseillers ont besoin d'un bureau de poste<sup>19</sup>.

À Cat Hollow, également en Ontario, le raisonnement est purement économique : « There is a large business done in shipping in grain, wood, flour etc. »<sup>20</sup>. On ajoute que le bureau de poste le plus proche est à deux milles. Ce facteur de la distance revient d'ailleurs très souvent dans les pétitions demandant l'ouverture d'un bureau de poste, notamment à l'Île-du-Prince-Édouard<sup>21</sup>.

Un autre exemple est celui de Laurie, en Colombie-Britannique, qui, au tournant du siècle, est un petit centre minier. Il n'y a pas de bureau de poste en 1897 et le service postal consiste en un échange informel entre le commis ambulant à bord du train et le commerçant qui tient boutique pour la compagnie minière. La requête demandant l'ouverture d'un bureau de

18 ANC, RG3, D-3, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de la Colombie-Britannique, bobine C-7233, 1897/85, révérend Louis Poitras au ministre des Postes, le 3 juillet 1897.

19 B. S. Osborne et R. Pike, « The Postal Service and Canadian Social History, Part 1: Petitions, Inspectors' Reports and the Postal Archives », *Postal History Society of Canada Journal*, n° 35, 1983, p. 39.

20 *Ibid.*

21 Nous avons amorcé une recherche sur l'histoire postale de l'Île-du-Prince-Édouard à l'époque de Lucy Maud Montgomery, de 1875 à 1920. Le facteur « distance » est souvent invoqué dans les requêtes qui parviennent à l'inspecteur des postes à Charlottetown. Voir J. Willis, « Postal History in an Intimate Setting: The Postal History of Prince Edward Island in the Era of Lucy Maud Montgomery, 1870s-1914 », communication à l'occasion de la Conférence des études atlantiques, Moncton, le 11 mai 1996.

poste est écrite sur le papier à en-tête de la *Lilloet Fraser River and Cariboo Gold Fields Limited*. On peut donc tenir pour acquis que la compagnie soutient cette démarche auprès d'Ottawa. C'est à Laurie que l'on coordonne les activités commerciales et minières d'un territoire qui va au-delà de l'agglomération comme telle. Toutefois, la requête fait état de sa solide croissance démographique et urbaine et de l'imminence d'une gare du Chemin de fer Canadien Pacifique<sup>22</sup>.

Dans chacun de ces villages, on revendique une amélioration du service postal en tenant compte de la situation économique. Lorsqu'on consulte les estimations en rapport avec les budgets de construction des nouveaux bureaux de poste présentées aux parlementaires, on trouve le même genre de raisonnement. Notons toutefois que l'échelle des activités est différente, car il s'agit de pourvoir en équipement postal des petites villes et non des villages. Ainsi, à Saint-Jérôme, on parle non pas de cinq à dix établissements, mais plutôt de 30 magasins, huit moulins, onze manufactures, 30 ou 40 magasins, dix hôtels, un hôtel de ville... La population de la paroisse se chiffre à 8 000 personnes et celle de l'arrière-pays laurentien, à environ 20 000. Saint-Jérôme est le centre d'un important mouvement de colonisation; on y reçoit 90 malles par semaine. Pourtant, dans les estimations de 1887, on raconte aux députés que le bureau de poste « is said to be both an inconvenience and a disgrace »<sup>23</sup>.

Nous pourrions citer en exemple, à partir de la même source, les estimations de Coaticook et de Rivière-du-Loup, au Québec, et celles de Lindsay et de Pembroke, en Ontario. Dans chacun de ces cas, on présente l'activité économique comme une sorte de justification de l'amélioration du bureau de poste local.

Dans les petites villes comme dans les villages, il y a consensus sur la nécessité d'avoir un bureau de poste. Cependant, l'emplacement du bureau de poste peut faire l'objet d'âpres débats au sein d'une communauté. Deux pétitions contradictoires de Chicoutimi parviennent aux autorités du ministère des Postes en 1885<sup>24</sup>. La première demande de conserver le bureau de poste à son emplacement actuel, soit sur la rue principale à mi-chemin entre la cathédrale et les usines de la société Price. L'autre exige le déménagement du bureau sept arpents (environ 400m) plus près de la côte. On comprend davantage les enjeux du débat lorsqu'on lit les signatures au bas des deux documents. Chez les 350 personnes qui signent en faveur du déplacement, on trouve bon nombre de cultivateurs ainsi que quelques membres bien en vue de l'élite cléricale à Chicoutimi. Parmi les 322 qui préfèrent le

22 ANC RG3, D-3, rapports des inspecteurs, Division de la Colombie-Britannique, bobine C-7233, vol. 30, 12 février 1897 et la pétition du 12 avril 1897.

23 ANC, Archives du ministère des Travaux publics, RG11, vol. 3028, p. 70-71.

24 ANC, RG3, D-3, Division de Québec, bobine T-2401, vol. 132, dossier 625; les deux pétitions datent probablement du mois de mars 1885.

statu quo, on compte au moins 144 personnes travaillant chez Price. Ainsi, nous voilà devant deux pôles sociaux qui revendiquent le service postal pour sa partie de la ville<sup>25</sup>.

### **Le bureau de poste : lieu de convergence**

Le bureau de poste rural, c'est avant tout un lieu de rencontre. Si tel est le cas, c'est que l'institution s'insère dans le quotidien des gens, surtout en ce qui a trait à leurs déplacements. L'emplacement du bureau de poste n'est pas le fruit du hasard et permet aux habitants de se côtoyer. Prenons le cas des très petites agglomérations. À McLaughlin, en Alberta, le bureau de poste est situé sur la rue principale, non loin d'une salle de billard, d'une centrale téléphonique, d'une épicerie, du dépositaire de machinerie agricole et, enfin, de la gare (voir figure 4). D'un côté, la rue principale, de l'autre, la gare : il est donc assez difficile d'éviter le bureau de poste si l'on désire visiter la salle de billard et, bien entendu, l'inverse est également vrai.

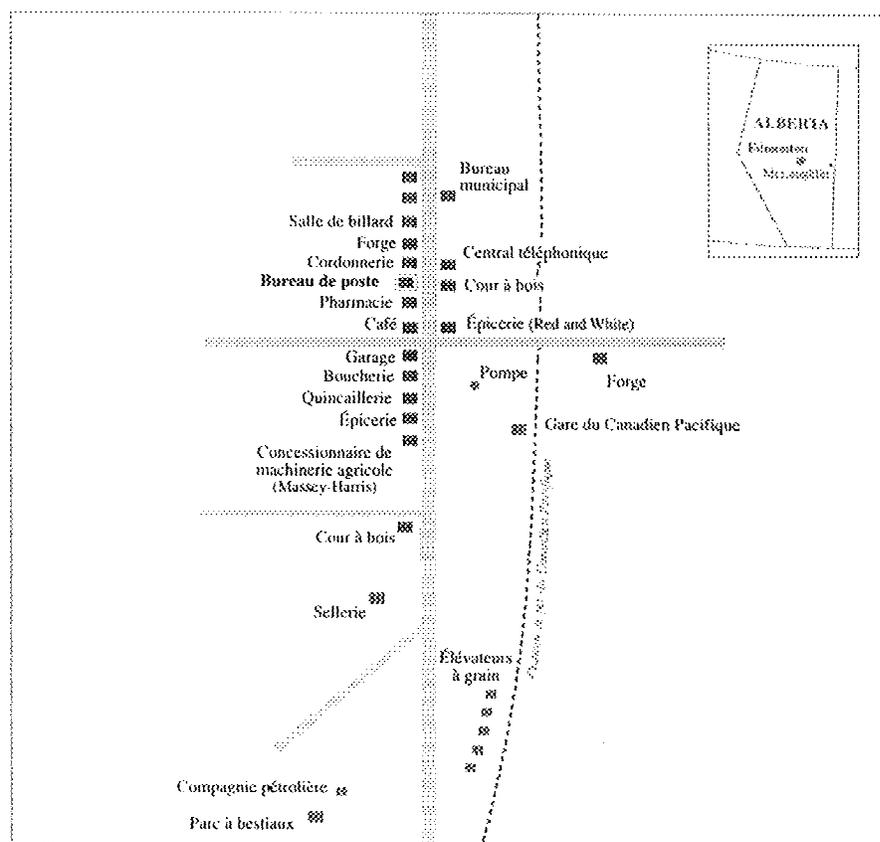
Le bureau de poste ne crée pas les agglomérations, mais il peut contribuer à leur naissance. Claresholm, en Alberta, n'a pas de bureau de poste avant 1902; vers le début des années 1880, celui-ci est situé à quelques kilomètres de là. Ce n'est qu'après l'arrivée de la voie ferrée, au cours des années 1890, qu'on décide de déménager le bureau à Claresholm. L'avènement du bureau de poste renforce alors un processus de concentration de la population et des activités, lequel avait été mis en branle par d'autres facteurs comme la voie ferrée et l'élevage bovin.

On ne saurait, à partir d'un seul exemple, conclure au poids déterminant du bureau de poste dans la géographie locale, car celui-ci est tout autant la conséquence que la cause des formes que pourrait prendre celle-ci. Le bureau de poste s'intègre à son milieu. Si, dans tel village, on a l'habitude de faire les choses de telle manière, le bureau de poste doit nécessairement se conformer aux usages. Osborne et Pike nous ont fait le portrait des deux solitudes postales à Lorette, près de Québec. À l'est de la rivière Saint-Charles, c'est la Lorette des Amérindiens (les Hurons), avec son bureau de poste, alors qu'à l'ouest, c'est la Jeune Lorette, la Loretteville des Blancs, avec aussi un bureau de poste<sup>26</sup>. À cette époque, il n'était pas question d'envisager une fusion des deux services : le bureau de poste ne parvient pas à surmonter cette barrière.

Près de l'estuaire de la rivière Saint-François, on constate que les deux mêmes solitudes sont à l'oeuvre. Au cours des années 1930, les Amérindiens d'Odanak ont leur bureau de poste et les Blancs des deux paroisses voisines de Saint-Thomas-de-Pierreville et de Saint-François-du-Lac ont les

25 On sait que les clercs finirent par avoir gain de cause et que le bureau de poste déménagera en face de la cathédrale. L'édifice est d'ailleurs toujours là, bien que le bureau de poste soit retourné au bas de la rue Racine.

26 Osborne et Pike, « Petitions, Inspectors' Reports and the Postal Archives », p. 41.



Source: Davidson, Lorrain et al., *West of the Fourth. Lloydminster Area South*, West of the Fourth Historians, Lloydminster, Alberta, n.d.

**Figure 4** Le village de McLaughlin (Alberta), circa 1929–1930 : les principaux établissements de la rue principale. McLaughlin est situé le long d'un embranchement du chemin de fer Canadien Pacifique, à environ 200 kilomètres au sud-est d'Edmonton. On y trouve une gamme d'activités centrales, typique d'une agglomération des Prairies, et une morphologie tout aussi typique de cette région. Le bureau de poste voisine les principaux établissements du village (garage, pharmacie, bureau municipal, épicerie) qui sont tous alignés le long d'une rue principale. S'il est vrai que toute l'action tourne autour de la rue principale, celle-ci, à son tour, dépend de la voie ferrée du Canadien Pacifique. C'est précisément à cause de l'avènement du chemin de fer en 1929 que l'on créa le village. Fait à remarquer, il existe des chaînes commerciales dans cette agglomération : l'épicerie *Red and White*, le concessionnaire Massey et Harris. Le monde rural ne vit pas en marge de l'espace économique canadien. Dans une certaine mesure, le bureau de poste local contribue à ce processus d'intégration économique, car l'achat par catalogue met à la disposition des consommateurs ruraux tous les produits des firmes d'Eaton, de Simpson et de Dupuis et Frères.

leurs. Saint-François-du-Lac est une vieille paroisse, fondée en 1714; cependant, l'agglomération villageoise est plus récente. Le bourg est possiblement en train de se fixer en 1879, alors qu'on fait circuler une pétition contre l'emplacement « actuel » du bureau de poste. On dit que le bureau de poste n'est pas situé en face de l'église et qu'il n'est donc pas au centre du village.

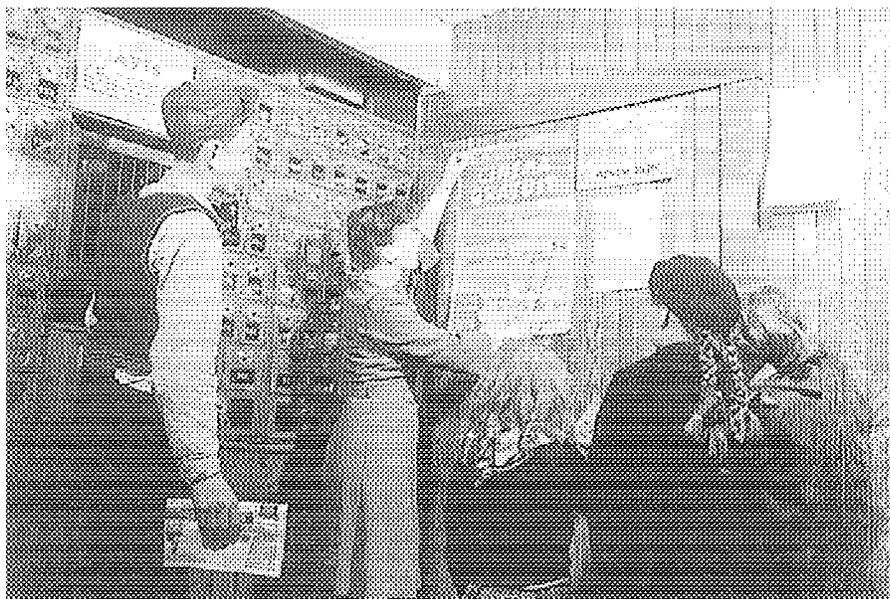
Le maître de poste de l'endroit, Victor Gladu, y est allé de toute son imagination et de toutes ses connaissances en matière de géographie locale pour se défendre. Dans sa contre-requête, il recense non pas une mais deux sous-agglomérations au sein du bourg : une petite agglomération de 15 maisons et une plus grande de 40 maisons. Il offre même une énumération des 22 personnes les plus susceptibles de recourir à ses services. De ce nombre, 12 vivent plus près de son bureau de poste, et seulement 10 sont plus près de la maison de son concurrent. Selon ses dires, son bureau est très bien situé pour desservir l'ensemble de la paroisse : « Au-delà des trois quarts de la population de la paroisse sont obligés pour se rendre à l'église, aux moulins, chez les hommes de profession et les marchands et artisans de passer devant le dit Bureau de M. Gladu »<sup>27</sup>.

Accessible à tout le monde, le bureau de poste offre un environnement agréable selon Gladu : « Le trajet pour aller au Bureau de poste [...] se fait par un chemin toujours beau et pourvu de magnifiques trottoirs qui permettent de circuler avec aise et sans fatigue ». Autre manifestation d'urbanité chez Gladu : le télégraphe. Comme Gladu est agent de la Compagnie de télégraphe de Montréal, les hommes d'affaires du village peuvent recevoir et envoyer lettres et télégrammes à partir d'un seul et même endroit.

Gladu conclut sa requête en affirmant qu'il est « inexact de dire [...] que le Bureau de poste actuel ne serait pas le centre d'affaires ». Le critère de base de Gladu, c'est le lien qui doit exister entre la poste et les affaires au sein du village et de la paroisse. Dans son scénario, l'église en tant que lieu de culte ne constitue pas le critère de base permettant de définir la centralité villageoise. À son avis, on doit plutôt se fonder sur la géographie des déplacements de tout genre — pour aller au magasin, pour aller au moulin — et de toute la paroisse. Contrairement à ce qu'affirment Osborne et Pike, il faudrait donc croire que l'activité postale des Canadiens français pouvait se vivre indépendamment de leurs activités dominicales<sup>28</sup>.

27 Sur la controverse du bureau de poste à Saint-François, voir les requêtes et la correspondance dans ANC RG3, D-3, bobine T-227, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de Trois-Rivières, 1879-81, n° 57.

28 Osborne et Pike, « The Locational Decision », parlent du rôle de l'église « as the principal agency of communal centrality throughout Québec » (p. 13). Dire pareille chose, c'est méconnaître la complexité de la société rurale québécoise et faire fi de toutes les composantes pouvant contribuer à l'édification d'une centralité en milieu local : l'emplacement du moulin, de la fabrique à beurre, l'eau potable, le pont... Selon nous, l'église n'est qu'un facteur de centralité parmi d'autres. On trouvera une réflexion sur les facteurs de localisation de communautés villageoises en milieu de



**Figure 5** Affiche d'intérêt communautaire, bureau de poste de Sainte-Adèle. Parmi les trois films à l'affiche de la salle du couvent, en remarque *Ainsi va la neige*. Photo de John F. Mailer, Archives nationales du Canada, PA-169765.

### **Le bureau de poste : lieu d'affluence**

En milieu rural, les gens affluent de partout pour chercher leur courrier. L'arrivée du train à la gare, ou de l'entrepreneur de retour de la gare ou d'un autre bureau de poste, enclenche un processus postal en vertu duquel, après l'arrivée du courrier, on se précipite sur le bureau de poste. Citons le cas peut-être extrême de Notre-Dame-du-Portage au cours des années 1930 : le « bas » de la paroisse est le terrain de jeu des touristes qui y séjournent durant la belle saison. En période de vacances, quoi de plus important, quoi de plus intéressant à faire que d'attendre l'arrivée du courrier. Dès que les estivants apercevaient l'entrepreneur à l'entrée du village, vers 21 h, ils se mettaient en route pour le bureau de poste. On arrivait chez la maîtresse de poste bien avant qu'elle n'ait eu le temps de finir le tri. La file s'étendait de la salle d'attente jusqu'à la véranda et au pied de l'escalier à l'extérieur de la bâtisse, sise en face de l'église. En d'autres mots, au Portage comme ailleurs, l'acte d'aller chercher le courrier était synonyme de sociabilité.

Des cas d'attroupements et de sociabilité au bureau de poste, il n'en

colonisation dans N. Séguin, « Hébertville au Lac-Saint-Jean 1850-1900 : un exemple de colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle », *Communications* 1973, Société historique du Canada, p. 258-259. Dans le cas d'Hébertville, le village fut ancré dans l'espace par la construction d'un moulin à farine et d'une scierie.



**Figure 6** Un maître à son bureau : Henri Roy photographié dans son nouveau bureau de poste à Sainte-Anne-des-Monts en 1931. M. Roy est entouré des principaux outils de son métier : le ratelier qui supporte les sacs de courrier (à la gauche de la photo); les timbres à date (en haut de son bureau de travail); et le pigeonnier. On aperçoit plusieurs journaux dans un des pigeonniers, ce qui nous rappelle qu'à cette époque, bon nombre d'abonnées en milieu rural recevaient leurs journaux par la poste. Photo reproduite avec la permission de Henri Roy.

manque certainement pas. Lucy Maud Montgomery, auteure de la célèbre série de romans *Anne... la maison aux pignons verts*, prenait refuge dans la cuisine pour y écrire tant il y avait de bruit dans la maison de son grand-père<sup>29</sup>. Celui-ci était maître de poste dans le paisible village de Cavendish, à l'Île-du-Prince-Édouard, et recevait donc bien des visiteurs. En 1898, en pleine ruée vers l'or, la demeure du maître de poste de Dawson au Yukon était elle aussi régulièrement assiégée par une « foule » de 50 à 100 personnes. L'année précédente, les clients avaient même entièrement épuisé le stock de timbres-poste. Plus tard, on dut déménager le bureau de poste dans un édifice plus grand, un ancien « saloon », où il fallait rien de moins que cinq paires de bras pour effectuer le tri. Bref, à Dawson, la distribution du courrier se faisait dans l'atmosphère fébrile d'une aventure minière où les

29 Cité dans Mary Rubio et E. Waterston, éd., *The Selected Journals of L. M. Montgomery* (vol. 1, 1889–1910), Toronto, Oxford University Press, 1985, p. 334. Voir l'entrée du 12 janvier, 1908 : « I have to write in the kitchen, as none of the other rooms are warm enough, and there is so much coming and going in connection with the post office I am constantly interrupted. »

lendemains sont comptés et où chaque individu se déchaîne à la recherche de la fortune et du bonheur<sup>30</sup>.

On vient au bureau de poste pour chercher son courrier. Si on n'a pas de casier, on fait la file et le temps d'attente peut varier considérablement. À Cumberland, sur l'île de Vancouver, la clientèle est essentiellement constituée de mineurs de charbon qui n'ont pas les moyens de louer un casier postal. Vers 1895, tout le monde prend son courrier au guichet de la poste restante. Selon le postier de Cumberland, le courrier est distribué en quatre heures. Le maître de poste faisait son travail aux côtés du commissaire (*paymaster*) du plus gros employeur de l'endroit : la Union Colliery Company<sup>31</sup>.

Pendant que tout le monde attend, on peut potiner, écouter et regarder les autres. Une dame de la Colombie-Britannique lisait une lettre importante au bureau de poste : c'était une demande en mariage. Elle leva ensuite les yeux pour constater que sa voisine Marguerite l'avait lue par-dessus son épaule en même temps qu'elle<sup>32</sup>. L'exiguïté des lieux, surtout dans le cas d'un petit bureau de poste de village, favorisait ce genre d'indiscrétion entre voisins, qu'ils soient amis ou ennemis. Cependant, le voyeurisme postal peut aussi bien se pratiquer dans les plus grands bureaux de poste : le *Charlottetown Herald* du 26 novembre 1884 rapporte qu'on a l'habitude de flâner au bureau de poste de la ville. Les flâneurs sont à ce point curieux que les gens préfèrent ne pas poster leur courrier au bureau de poste : on suppose que les observateurs vont raconter à tout le monde ce que chacun envoie par la poste.

Par son interaction quotidienne avec sa clientèle, le maître de poste contribue à la sociabilité en milieu rural. Le bureau de poste peut constituer un point d'arrêt régulier pour les gens de la communauté. On y vient afin de prendre son journal, afin d'échanger des nouvelles avec le maître ou la maîtresse de poste. Des anciens employés du ministère des Postes nous ont raconté qu'ils pouvaient deviner qui s'approchait du bureau de poste en consultant leur horloge, tellement les habitués arrivaient à la même heure chaque jour<sup>33</sup>. Le maître de poste pouvait compter sur un réseau d'amis au sein de la communauté. Dans une petite ville du Nouveau-Brunswick, le maître de poste avait l'habitude de jouer aux cartes et de boire avec ses amis, le barbier et quelques commerçants : « During the day the place is

30 Voir Robert G. Woodall, *The Postal History of Yukon Territory*, Wimborne (England), R. G. Woodall, 1964, p. 64–65; ANC, RG3, D–3, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de la Colombie-Britannique, bobine C–723, 1898/234, maître de poste Harper à l'inspecteur de la Division, le 7 janvier 1898.

31 ANC, RG3, D–3, rapport des inspecteurs divisionnaires, Division de la Colombie-Britannique, bobine C–7231 1895/188, George Hall, assistant-maître de poste à l'inspecteur, le 19 décembre 1895.

32 Janette Glover-Geidt, *A History of Union Bay, 1880–1960*, Campbell River (C.-B.), D. R. Geidt, 1990, p. 105.

33 Cette dernière remarque nous a été communiquée le 26 octobre 1993 à l'occasion d'une séance avec quelques retraités de la Société canadienne des postes. Nous voulions tester un certain nombre de thèmes pouvant éventuellement faire l'objet d'une exposition.

extremely quiet », explique-t-on aux autorités postales<sup>34</sup>. C'est sans doute pour cette raison que ce petit groupe avait organisé un jeu sous forme de tirage, où les individus gageaient sur les résultats des matchs de baseball des équipes de la région.

Il se tissait de solides liens entre le maître de poste et sa clientèle, et cela, sur tous les plans. Habitant le même territoire, on partage les mêmes solidarités. L'ancien maître de poste de Carmanville, à Terre-Neuve, se rappelle le jour où un paquet adressé à un membre d'une association de forestiers est tombé par terre. Il vit le contenu du paquet et en fut terrifié, mais il n'osa en glisser mot à personne, ni à ses collègues, ni à l'équipe du Musée national de la poste qui l'a interviewé<sup>35</sup>.

Maîtres et maîtresses de poste participent pleinement à la vie sociale, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bureau de poste. Au bureau, par exemple, ils aident leurs concitoyens à remplir les divers formulaires du gouvernement fédéral. En retour, le public leur confie des secrets, des confidences et des renseignements personnels. Un homme est venu au bureau de poste de Saint-Anne-des-Monts portant sur ses épaules le lourd dilemme que voici. Il avait trois filles : elles étaient toutes institutrices et plutôt bien portantes. Le curé voulait que le père les retire de leur emploi, car il croyait qu'elles étaient toutes les trois enceintes. Le maître de poste, Henri Roy, conseilla alors à son ami de n'en rien faire et de laisser plutôt le temps passer. Après quelques mois, le curé serait en mesure de se rendre à l'évidence. À un autre moment, le même maître de poste accueillit à son bureau une jeune fille qui avait reçu une lettre comportant la mystérieuse inscription C.A.M.B. et lui expliqua que cela voulait dire « cacheté avec mille baisers »<sup>36</sup>.

### **Ouvrir ou fermer le dimanche : le débat des années 1930 et 1940**

Les relations entre maîtres de poste et clients dans le système postal n'étaient pas dépourvues de tensions et de conflits. Prenons le cas de la fermeture des bureaux de poste le dimanche. En 1934, la section québécoise de l'Association canadienne des maîtres de poste adopta une résolution demandant aux autorités du ministère des Postes la permission de fermer les bureaux de poste de la province le dimanche. Il s'agissait d'un problème particulièrement épineux au Québec où, depuis de nombreuses années, les gens avaient l'habitude de passer au bureau de poste après la grande messe dominicale. Ailleurs au Canada, les bureaux de poste étaient habituellement fermés le jour du Seigneur<sup>37</sup>.

34 ANC, RG3, D-3, rapports des inspecteurs divisionnaires, Division de Nouveau-Brunswick, vol. 1841, South Nelson, documents couvrant la période 1925-1929.

35 Musée national de la poste, série d'entrevues avec d'anciens maîtres de poste, n° 17, Jim Blackwood. Le paquet était adressé à un membre d'une association de forestiers.

36 Musée national de la poste, série d'entrevues avec d'anciens maîtres de poste, n° 9, Henri Roy.

37 Archives de l'Université Laval, Fonds Grenier, circulaire de l'Association canadienne des maîtres de poste en date de 1934. La plupart de nos renseignements sur cette controverse nous proviennent de

Dans un Québec tout imprégné de l'hégémonie idéologique de l'Église, on cherche tout naturellement à rendre crédible cette contestation syndicale en utilisant un vocabulaire et des valeurs sûres et, donc, catholiques. Puisqu'on invoque le symbole de l'église comme destination des paroissiens ruraux tout juste avant de prendre leur courrier, on n'hésite pas à invoquer les besoins dominicaux des maîtres de postes, bon catholiques eux aussi. La maîtresse de poste de Saint-Fabien écrit ceci au président de la section québécoise de son association : « après tout dans une province catholique comme la nôtre je trouve que nous ne sommes pas trop exigeants en demandant au moins de pouvoir entendre une messe complète le jour du Seigneur »<sup>38</sup>. L'Association fait appel aux autorités ecclésiastiques. Dès 1936, on s'adresse au cardinal Villeneuve ainsi qu'à la Ligue du Dimanche, qui milite en faveur de l'obtention du repos dominical pour l'ensemble des travailleurs<sup>39</sup>.

Le ministère des Postes finit par accéder à la demande des maîtres de poste, mais d'une bien curieuse façon. On permet à ceux-ci de fermer leur établissement à condition qu'ils puissent obtenir l'appui de leurs principaux clients au moyen d'une requête, résolution ou autre document du genre. Le gouvernement central du pays semble donc s'en remettre au bon jugement des notables de paroisse. De plus, il semble entendu, du moins selon l'interprétation de l'Association des maîtres de poste, que l'avis du curé local et des autorités épiscopales est important dans l'obtention de l'appui des dignitaires locaux et, tôt ou tard, celui des autorités postales. Il a fallu plusieurs années de sensibilisation, tant auprès du pouvoir civil et religieux local qu'auprès du ministère des Postes, avant d'en arriver à une solution.

Vers la fin des années 1940, le mouvement de contestation des maîtres de poste prend de plus en plus d'ampleur. Cette fois-ci, le gouvernement semble déterminé à faire respecter la nouvelle volonté des maîtres de poste. Bien entendu, il y eut des récalcitrants, des « chiqueurs de guenilles » pour reprendre l'expression du secrétaire de la branche québécoise de l'Association, L.-P. Grenier, de Neuville<sup>40</sup>. Les maîtres de poste eurent finalement gain de cause, mais ils durent probablement sacrifier une certaine partie de leur réputation au sein de la société immédiate. Il y eut même des résolutions municipales contre la fermeture des bureaux de poste. Par exemple, à l'occasion d'une réunion mouvementée de la Chambre de commerce de la

la section 237/3/2/10 du Fonds Grenier des Archives de l'Université Laval (AUL). Durant les années 1940 et 1950, L.-P. Grenier, maître de poste de Neuville, siège au comité exécutif québécois de l'Association canadienne des maîtres de poste à titre de secrétaire-trésorier. Je voudrais remercier M. Jacques Mathieu de nous avoir mis sur cette piste.

38 AUL, Fonds Grenier, maîtresse de poste de Saint-Fabien au président de la section québécoise de l'Association, le 8 mai 1946.

39 *Ibid.*, correspondance du 9 octobre 1936, du 25 janvier 1936 et du 2 février 1937.

40 « [J]'admets qu'au début, il y en a qui chiquent la guenille ». AUL, Fonds Grenier, L.-P. Grenier à M<sup>lle</sup> Y. Vallière, maîtresse de poste de Moulin Vallière, le 14 avril 1951.

Baie des Ha! Ha! au Saguenay, on condamne la politique de fermeture dominicale des bureaux de poste. On reprend les propos d'un monseigneur Melançon à l'effet que les bureaux de poste constituent un service public et sont donc une nécessité. En tant que commissaire d'école, Arthur Lévesque fut invité à la réunion : maître de poste de Port Alfred, Lévesque a cherché à expliquer le point de vue de ses confrères postaux. Ce fut peine perdue, la Chambre a quand même voté une résolution contre la fermeture des bureaux de poste<sup>41</sup>.

Les députés se sont aussi mêlés de la question. Tel député menace de retirer le bureau de poste à M. A. Morrissette de Saint-Octave s'il ne rouvre pas le dimanche. Tel autre député de l'Estrie fait campagne pour le seul plaisir de dire qu'il a pu faire ouvrir les bureaux de poste le dimanche. C'est du moins l'interprétation du maître de poste de Sainte-Sophie. Pour ce dernier, plutôt méfiant vis-à-vis de certains députés, la question des fermetures le dimanche ne doit manifestement pas être « du ressort d'un éteignoir »<sup>42</sup>. D'autres députés se prononcent contre la fermeture des bureaux de poste le dimanche. En 1947, Jean-François Pouliot, député libéral à la Chambre des communes pour la circonscription de Témiscouata, s'exprime ouvertement et directement contre le projet des maîtres de poste dans les pages du *Saint-Laurent* de Rivière-du-Loup :

Le but du service des postes est d'accommoder le public, et la chose doit être comprise par tous ceux qui détiennent des positions de maître de poste; s'ils étaient obligés de faire eux-mêmes un voyage spécial de plusieurs milles pour avoir leur courrier, ils partageraient les sentiments de leurs patrons. Puisque les chemins de fer et les avions transportent le courrier le dimanche il est absurde qu'il ne soit pas livré aux destinataires<sup>43</sup>.

Maîtres et maîtresses des postes avaient leur propre définition de l'absurdité dans le fonctionnement du système postal. « Est-ce que les bureaux de poste doivent être ouverts les dimanches? » demanda Agathe Lessard, l'assistante maîtresse de poste de Saint-Joseph-de-Beauce dans *The Canadian Postmaster* de 1934<sup>44</sup>. On devine facilement que, pour elle, la réponse est non. Agathe Lessard connaît son coin de la Beauce. Des 61 clients venant lui rendre visite le dimanche, 42 auraient pu être desservis par une

41 AUL, Fonds Grenier, A. Lévesque, maître de poste de Port Alfred, à L.-P. Grenier, le 28 janvier 1948; L.-P. Grenier à A. Lévesque, le 27 février 1948; rapport de l'Assemblée générale du Conseil d'orientation économique du Saguenay, le 27 janvier 1948.

42 AUL, Fonds Grenier, maître de poste de Saint-Sophie à L.-P. Grenier, le 10 mars 1947; L.-P. Grenier à A. Morrissette, le 12 avril 1948.

43 AUL, Fonds Grenier, lettre du 26 mai 1947, reproduite environ à cette date dans le *Saint-Laurent*. Pouliot fut député du Témiscouata de 1924 à 1955. Voir le *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de la législature, 1980, p. 462.

44 *The Canadian Postmaster*, vol. 9, n° 5, décembre 1934, p. 14.

route postale, mais ils étaient trop chiches pour investir dans une boîte rurale. Parmi les 19 familles restantes, 13 venaient régulièrement chercher leur courrier pendant la semaine et les six autres, de toute manière, ne recevaient pas grand-chose au cours de l'année. Tout comme M<sup>me</sup> Lessard, le maître de poste de Saint-Sophie, en 1947, connaît lui aussi son monde; il sait très bien que ses 12 clients qui ne bénéficient pas du courrier rural viennent au moins quatre fois par semaine au village, car ils sont tous membres de la beurrerie locale, donc il n'est point besoin pour lui de demeurer ouvert le dimanche<sup>45</sup>.

Lorsqu'il s'agit de vérifier le comportement postal et dominical de son voisin, le maître de poste est bien placé pour défendre son point de vue. Il connaît bien son monde, mais il doit se servir de ce savoir contre les habitants du village, de la paroisse et parfois même du comté (pensons aux députés), qui lui dénie une journée complète de repos. On pourrait donc se demander si le combat n'amène pas peu à peu le maître de poste à se désolidariser de son milieu immédiat. N'y a-t-il pas là un indice de changement du rôle du maître de poste en milieu rural? Peut-on y voir une professionnalisation du métier, de la même manière qu'on l'a déjà évoqué pour le bûcheron? Si tel est le cas, alors c'est toute une page de l'histoire de la poste rurale qui est en train de tourner.

Cette controverse met en évidence des relations souvent tendues entre les maîtres de poste et les députés. Cela tient notamment au fait que chaque titulaire d'un bureau de poste — et cela vaut non seulement pour le Québec, mais pour tout le Canada — se sent singulièrement vulnérable à l'esprit de parti : si on n'est pas manifestement du même côté que le nouveau parti au pouvoir, on risque de perdre son emploi. Le volet politique de l'expérience postale en milieu rural n'a cependant pas encore été étudié en profondeur. On soupçonne que notre folklore exagère l'impuissance et l'inconscience politique du maître de poste. L'action syndicale du maître de poste représente une sorte de contrepoids vis-à-vis de ses allégeances et appartenances politiques. Elle l'amène à formuler une vision du monde quelque peu indépendante de la parole des politiciens. Il s'en dégage une certaine lucidité d'esprit, teintée d'humour, comme dans ce petit poème de la plume d'Henri Roy, leader syndical et maître de poste de Saint-Anne-des-Monts. « La dernière leçon » doit être chantée sur l'air de « Marianne s'en va-t-au moulin »<sup>46</sup>.

45 AUL, Fonds Grenier, le maître de poste de Saint-Sophie à L.-P. Grenier, le 10 mars 1947.

46 « La dernière leçon » a été écrite dans les années 1940 ou 1950, alors qu'Henri Roy militait activement au sein de l'Association canadienne des maîtres de poste. M. Roy a récemment remis ce texte ainsi que plusieurs autres documents au Musée national de la poste.

*La dernière leçon*

C'est juste après les élections (bis)  
Que je perdis ma position (bis)  
Le député s'amène  
Et m'dit « ça fait d'la peine  
Mais faut que j'transporte le bureau  
Chez ton voisin d'en haut ».

Je fus chargé d'initier (bis)  
Mon successeur à son métier (bis)  
Je lui bourrais la tête  
De renseignements honnêtes,  
Le pauvr' homme n'y voyait qu'du feu,  
J'l'encourageais d'mon mieux.

Je lui dis comme leçon dernière (bis)  
« Des timbres faut lécher l'derrière, (bis)  
Comme t'as léché l'derrière  
Des gens du Ministère  
Pour avoir cette position,  
Souviens-t'en mon garçon ».

**Conclusion**

Il y a bien des manières d'étudier le monde rural « traditionnel ». Le présent article se voulait une première incursion postale dans ce monde du passé. Nous avons souligné l'importance du bureau de poste au sein de la société rurale à partir du discours des gens du milieu, qui expriment clairement leur attachement au bureau de poste. Notre article a exploré les contours de l'impératif postal, sur le terrain, en vérifiant également le comportement de la population rurale vis-à-vis du service postal.

Les gens habitant la campagne, même ceux qui ne savent pas lire, ont besoin de leur bureau de poste, afin de faire circuler leur argent, par exemple. D'ailleurs, c'est une question de principe. On exige le service postal en milieu rural parce qu'on l'envisage comme une partie intégrante du « progrès », qu'il soit villageois ou urbain. La fonction économique du bureau de poste caractérise le discours postal des ruraux. Rappelons que ce discours ne constitue pas en soi une démonstration adéquate de l'étendue de la fonction économique du service postal. Il faudrait davantage d'analyses et de chiffres afin de comprendre toute la dynamique économique de la poste. Nous avons à peine effleuré quelques-uns des facteurs, comme la condition ferroviaire de la centralité, qui peuvent influencer l'établissement d'un bureau de poste à tel endroit plutôt qu'à un autre.

Une fois établi, le bureau de poste n'en demeure pas moins une agence économique. Mais il acquiert en même temps d'autres fonctions, d'autres

significations qu'on peut observer dans la vie quotidienne des ruraux. À l'échelle locale, le bureau de poste est au coeur de la vie communautaire. Situé le long de la rue principale, ou à proximité, le bureau de poste est un endroit accessible, connu de tous. Tellement connu qu'on ne prenait pas toujours la peine de mettre une affiche à l'extérieur du bâtiment. Et quand on en mettait une, on ne se préoccupait pas toujours d'y mettre le nom du lieu. Dans cet environnement, tout le monde sait où se trouve le bureau de poste.

Lieu fréquenté de tout le monde au village, sinon de toute la paroisse, lieu revendiqué par des gens qui veulent aller chercher leur courrier le dimanche comme les autres jours de la semaine, le bureau de poste soutient les formes de la sociabilité en milieu rural au même titre que les attroupements informels devant l'église le dimanche matin, à la gare, au bout du quai au retour ou au départ des bateaux ou lors des rassemblements politiques et des processions religieuses. Le bureau de poste permet aux ruraux d'interrompre les travaux à la ferme ou au chantier, à la mine ou au magasin, le temps de prendre une pause et de partager les aléas de la vie avec leurs pairs. Ce court laps de temps est un moment de plaisir en milieu rural. C'est aussi une précieuse source de renseignements pour celui qui veut mieux comprendre l'histoire sociale et culturelle des collectivités rurales.